

Face au ‘Banlieue-show’ à la française

Pour un renouveau de l’action collective dans les quartiers d’habitat social.

On a coutume de dire, qu’en France, les gens attendent toujours beaucoup (trop ?) de l’Etat, et que c’est aux pouvoirs publics d’apporter une réponse politique à la demande sociale, exprimée notamment par des mouvements sociaux dont les irruptions défraient par intermittence la chronique avant de retomber dans l’oubli. Il en va ainsi dans les banlieues populaires : face à l’expression - parfois violente - du « mal-vivre » des grands ensembles urbains, l’Etat a développé depuis vingt ans un ‘banlieue - show’ spectaculaire autour des destructions d’immeubles pour signifier sa détermination à agir. Les habitants, pourtant les premiers concernés, assistent en spectateurs sans participer pleinement aux politiques de rénovation urbaine. Cependant, ils tentent de s’organiser, individuellement ou collectivement, autour de leurs propres préoccupations. Et leurs priorités ne coïncident pas toujours avec ceux des pouvoirs publics.

Gérer la misère ou se réapproprier la question du logement pour en sortir ?

L’action collective des habitants des quartiers populaires de banlieue **(1)** vise avant tout la satisfaction de besoins immédiats, ou cherche à répondre à des situations exceptionnelles, parfois dramatiques.

D’un côté, il y a une forme d’action, peu spectaculaire, inscrite dans la durée et en lien avec les milieux professionnels du travail social et culturel, ou encore avec les structures pour la défense des locataires. Elle tourne autour de la situation des enfants et des jeunes ; des femmes ; des problèmes de précarité et de logement ; des problèmes administratifs de papiers notamment pour les immigrés ; du manque de services publics et d’équipements collectifs, scolaires et autres. Généralement initiée par des travailleurs sociaux et des associations subventionnées par les pouvoirs publics, elle agit aussi - mais plutôt à la marge - sur le cadre de vie et participe à de petits travaux de réhabilitation (bâti, intérieur d’appartements etc). On retrouve aussi ici les animateurs des associations qui défendent les droits des locataires, ou encore les initiateurs de rencontres culturelles - communautaires ou interculturelles - dans les cités.

D’un autre côté, l’action collective tourne autour d’événements comme les violences entre les jeunes et la police ou entre les jeunes eux-mêmes, les incendies d’immeubles ou les accidents graves comme la mort d’enfants dans des ascenseurs défectueux, les expulsions de locataires, etc. Cette deuxième forme d’action, plus ponctuelle, est davantage initiée par des regroupements spontanés d’habitants ou des collectifs ad hoc.

Ces deux formes d’action, pourtant complémentaires, s’opposent parfois : dans le film ‘Douce France, la saga du mouvement beur’, je donne ainsi l’exemple d’une association de jeunes du quartier des Minguettes, dans la banlieue lyonnaise. Elle s’occupe à la fois de petits travaux de réhabilitation d’une tour destinée à attirer de nouveaux habitants cadres moyens dans le quartier - je reviendrai sur cet aspect plus loin - et de fournir des tables de ping-pong pour occuper les plus petits. Cette démarche fait bondir Nordine, du MIB (Mouvement de l’immigration et des banlieues). D’après lui, ces activités «occupationnelles» absorbent toute l’énergie et détournent de l’essentiel, à savoir la lutte contre la ‘hagra’, terme arabe qui désigne le mépris et l’injustice. C’est « gérer la misère » au lieu de chercher à en sortir. On retrouve là l’état d’esprit de Victor Hugo quand il disait - je cite de mémoire - : « certains veulent secourir les misérables. Je veux la misère abolie ».

Nordine Iznasni a passé toute son enfance et son adolescence à la cité Gutenberg, une cité de transit construite en 1971 pour résorber un bidonville de Nanterre. Lui et sa famille devaient, théoriquement, y passer entre six mois et deux ans pour « s’adapter » au mode de vie en HLM (Habitat à loyer modéré). Ils étaient pour cela encadrés par des assistantes sociales et des gérants formés au contrôle des populations indigènes en Algérie. Mais douze ans après, ils habitaient encore dans cette cité de transit située au pied de nouveaux HLM. Comble de l’ironie, nombre d’habitants des cités de transit ont travaillé pour la construction de ces HLM qui leur resteront longtemps inaccessibles. En 1982, Nordine participe aux activités de l’association Gutenberg, montée par des jeunes. Fin octobre, Abdennbi Guémiah, jeune trésorier de l’association, est tué d’une balle de 22 long-riffle par un « tonton - flingueur » alors qu’il rentrait chez lui, dans la cité. Après ce drame, les événements vont se précipiter : les jeunes vont mobiliser l’ensemble des habitants de la cité de transit pour rendre

justice à Abdennbi et pour exiger le relogement immédiat de tous. Une grève générale illimitée du paiement des loyers est déclenchée, et les habitants apprennent sur le tas à contrôler le processus de relogement, obligeant les pouvoirs publics à réquisitionner des logements en HLM ou en pavillon pour les familles nombreuses. Deux ans après, la dernière famille est relogée. Et le mouvement initié à Gutenberg s'étend à l'ensemble des cités de transit de la banlieue ouest de Paris. Aujourd'hui, Nordine continue de militer, à la fois dans le cadre du M.I.B., d'une fédération de parents d'élèves et d'une association de locataires.

Un sentiment d'identification très fort au quartier des habitants – français et immigrés – mais absence de réflexion populaire globale sur les enjeux urbains.

Sur la question de l'habitat, il y a de nombreuses mobilisations de locataires contre les expulsions de logement, l'augmentation du prix des loyers et des charges, voire les discriminations dans les attributions de logement. Mais les associations de locataires et les collectifs d'habitants sont la plupart du temps pris à la gorge par des situations d'urgence liées à la précarité croissante des habitants. Il n'y a pas de réel investissement dans une réflexion et dans une action globale à long terme sur le logement et la rénovation urbaine.

On le voit bien lors des opérations fortement médiatisées de dynamitage d'immeubles. Les habitants y assistent en spectateurs nostalgiques de leur ancien espace de vie qui disparaît, fascinés par les techniques de foudroyage. Ils paraissent surtout impuissants vis-à-vis de la politique d'ensemble qui accompagne ces destructions. Même le relogement des gens qui habitaient les tours détruites ne fait pas l'objet jusqu'ici d'une réelle mobilisation collective. Pourtant, les griefs sont partout les mêmes : absence de consultation sérieuse sur les nouveaux plans, déficit entre le nombre de destructions et celui de reconstruction sur place, nouveaux loyers plus chers, déplacement de populations pauvres à l'occasion de relogements à l'extérieur du quartier etc.

Les habitants semblent surtout associés à une politique de communication qui met l'accent sur la mémoire des lieux, comme pour mieux les aider à faire le deuil des lieux de vie détruits : expositions photos, livres sous forme d'albums de famille, films etc...

Or, justement, il y a un sentiment d'identification très fort au quartier des habitants, Français et immigrés, jeunes et familles. Je voudrais donner l'exemple des quartiers Nord de Marseille où, en 2004, les habitants ont réussi à faire officiellement renommer une rue du nom d'un ancien du quartier, Monsieur Mahboubi Tir. Cette initiative a été l'occasion d'un vrai travail de réappropriation de l'histoire des quartiers Nord autour de ce personnage qui est resté dans la mémoire collective locale. Petit épicier originaire des montagnes de l'Aurès, en Algérie, Mahboubi Tir avait ouvert dans les années 50 une boutique dans le bidonville, puis s'est installé à la Busserine (quartiers Nord). Plusieurs commerces ont ouvert, puis sont partis. M. Mahboubi Tir, lui, est resté avec son 'épicerie sociale', accueillant différentes générations et différentes communautés (d'origine maghrébine, antillaise, comorienne...). Considéré comme un 'sage', il avait importé avec lui la fonction de juge des affaires civiles exercée par son père, *cadi* ou adjoint au *cadi* en Algérie. », *Il « s'est appuyé sur des modes citoyens issus de sa culture d'origine »*, explique Karima Berrichi, une animatrice du quartier, dans le livre « Monsieur Tir, un marchand de bien » publié à l'occasion de cette initiative. Les habitants, regroupés autour de la Maison de quartier et du comité Mam'Ega (du nom de Françoise Ega, arrière-petite-fille d'esclave réputée pour son combat pour l'alphabétisation et la scolarisation sur le quartier) n'entendent pas en rester là. Ils veulent désormais qu'un lieu porte le nom de Lahouari Ben Mohamed, un jeune du quartier tué en 1980 par un CRS. Ce meurtre a profondément marqué les esprits, au niveau local et national. Il avait à l'époque donné naissance à une mobilisation importante, qui a formé les acteurs de terrain d'aujourd'hui, mais aussi des acteurs culturels comme Moussa Maaskri, fondateur au début des années 80 du théâtre des Flamants et de la pièce Yaoulidi (Mon fils) en hommage à Lahouari et à sa famille.

Nouvelle participation active des habitants issus de l'immigration au sein des associations de locataires.

Sur le front du logement lui-même, il y a eu une évolution importante ces dix dernières années. Petit à petit, des habitants issus de l'immigration ont investi les associations de locataires et y occupent parfois des postes de dirigeants et de représentants de l'ensemble des locataires, Français ou immigrés. C'est quelque chose de nouveau, que j'attribue à deux phénomènes : d'abord à la dynamique de revendication d'une nouvelle citoyenneté, née à partir de 1984 – 85. La 'nouvelle citoyenneté' se base sur l'idée que les acteurs sociaux issus de l'immigration, quel que soit leur statut (de nationalité française, résidents de nationalité étrangère ou sans-papiers), ne doivent plus s'en remettre aux seuls pouvoirs publics et aux élus politiques. Il leur faut aussi s'adresser à la société civile, et s'investir dans les espaces de contre-pouvoir comme les syndicats de travailleurs, les associations de parents d'élèves, de locataires etc... Mais au début des années 80, les immigrés étaient confrontés à un racisme inavoué dans ce type de structures. Leur présence n'était alors pas bien perçue, d'où une certaine tentation au repli communautaire.

Cependant, l'idée fait son chemin. Un deuxième phénomène va accélérer le processus de convergence entre habitants français et immigrés : c'est la tentative de création dans les années 90 de syndicats ou d'associations de locataires ouvertement affiliées à l'extrême-droite, surtout au Front national de Jean-Marie Le Pen. A partir de là, les racistes qui noyautaient souvent jusque – là les associations ont été démasqués. Les associations et organisations de masse traditionnellement cataloguées à gauche ont elles, fait un travail sur elle-même, et ont ouvert les yeux sur leurs intérêts communs avec les immigrés. Elles ont aussi découvert les capacités de mobilisation des immigrés qui font de plus en plus défaut dans une société marquée par l'individualisme et le repli sur soi.

« Mixité sociale » ou « mixité ethnique » ? Le retour de la notion de seuil de tolérance

Cette évolution positive ne veut pas dire que les problèmes de représentation à partir de présupposés « raciaux » ou « ethniques » soient derrière nous. Au contraire. Ils se sont déplacés. A mon avis, la notion aujourd'hui en vogue de « mixité sociale » en est un bon exemple. Certes, elle part d'un bon sentiment : une loi dite de Solidarité et Rénovation urbaine (loi SRU) adoptée par le gouvernement Jospin en 2000 oblige toutes les communes à accueillir au moins 20 % de logement social, sous peine de pénalités. Ici, la « mixité sociale » vise à obliger les villes « riches » à accueillir des résidents à situation sociale plus modeste. Mais pour les villes déjà fortement dotées de logements sociaux, l'interprétation de la notion de « mixité sociale » est très différente : il s'agit de modifier la composition sociologique dans leur parc de logements sociaux, c'est-à-dire de diversifier la population aujourd'hui majoritairement pauvre, en accueillant des classes moyennes. Dans cette logique, « mixité sociale » devient un euphémisme pour ne pas dire « mixité ethnique ». Récemment, les ténors de gauche comme Marie-Noëlle Lienneman, ex-secrétaire d'Etat au logement, assument de plus en plus ouvertement cette version de la « mixité sociale » : l'objectif c'est disséminer les immigrés pour ne pas créer de « ghettos communautaires ». Cette logique renoue consciemment ou non avec la notion de « seuil de tolérance » qui avait amené le maire communiste de Vitry sur Seine à attaquer au bulldozer un foyer de travailleurs où s'étaient installés des travailleurs maliens... en 1980 ! Traduction concrète de la « mixité sociale », des familles pauvres ne sont plus relogées dans les quartiers d'habitat social. La « mixité sociale » devient même une nouvelle justification à la discrimination contre les familles que l'on ne veut pas reloger . Comme par hasard, il s'agit d'abord de familles immigrées.

Je vois une autre signification implicite de la « mixité sociale » : que les résidents pauvres adoptent par mimétisme les normes du mode de vie des classes moyennes. On est bien là dans un processus de dépersonnalisation des cultures populaires...

‘Banlieue – show’ – Pas de destructions sans relogement décent pour tous !

On n'a pas affaire ici à un débat purement idéologique : la question de « la mixité sociale » accompagne ce que j'appelle le « banlieue –show », c.à.d. la destruction spectaculaire et massive d'immeubles dans les cités de banlieue. L'objectif de la nouvelle ANRU (agence nationale de rénovation urbaine) créée en 2004 pour mieux coordonner la 'politique de la ville' des pouvoirs publics, est de raser 250 000 logements sociaux et, c'est promis, d'en reconstruire autant sur 8 ans.

Problème : les projets de rénovation présentent tous un nombre plus grand de destruction que de reconstruction. Il n'y a donc pas assez de place pour reloger tout le monde, et les nouveaux logements sont souvent trop chers. Et ceux qui ne payaient plus leurs loyers et les squatters sont exclus d'office. Une partie des anciens locataires se retrouvent donc soit dans des 'appartements-passerelles' provisoires, soit obligés de quitter le quartier, soit tout simplement à la rue. Ils viennent donc grossir les rangs des mal-logés, dont on reparle ces derniers temps suite aux incendies cette année à Paris qui ont fait 54 morts, tous Africains .

Le DAL (Droit au logement), association apparue en 1989 à Paris autour de familles mal-logées surtout africaines, participe aujourd'hui à la mobilisation en banlieue. Une 'coordination anti-démolition' vient ainsi d'être créée. Son idée est simple : pas d'expulsion, pas de destruction sans relogement des habitants des barres vouées à la démolition. Des groupes comme les Motivé-e-s à Toulouse veulent même occuper les logements vacants de ces barres pour reloger les familles en situation d'urgence. L'enjeu, c'est de réaffirmer le droit à un logement décent pour tous, tout de suite. Il y a des logements vacants, il faut les réquisitionner, en attendant la construction massive de nouveaux logements à des prix accessibles. Le mouvement des mal-logés et des habitants des cités ne se contentera pas de déclarations d'intention, ni de propositions gadgets comme des «maisons à 100 000€» !

Mogniss H. Abdallah
Septembre 2005

(1) Par quartiers populaires de banlieue, j'entends ici les cités d'habitat social majoritairement situées à la périphérie des centre-ville. Toutefois, il existe aussi d'autres formes d'habitat populaire (foyers de célibataires et logements insalubres dans les vieux centre-ville, zones pavillonnaires etc.) et des luttes urbaines spécifiques non développés dans ce texte.